● (1125)

Par conséquent, je demande à la Chambre d'appuyer l'amendement proposé par le Nouveau parti démocratique. Cet amendement contribuerait à raffermir un principe très important auquel le présent gouvernement a plutôt porté atteinte. Je veux parler du principe voulant que les dépenses que le gouvernement fait au nom du peuple canadien soient soumises à un examen très approfondi et impartial du Parlement, à commencer par la Chambre des communes. En outre, ce serait l'occasion—j'ai beau croire dans le système des comités, ce n'est pas la même chose qu'un débat à la Chambre des communes—de débattre et d'examiner le rôle du Canada dans l'aide à l'avancement nécessaire du tiers monde. Je crois qu'il faut appuyer cet amendement.

[Français]

M. Claude Lanthier (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis réellement consterné devant le teneur des discours de l'opposition. Premièrement, cette question a déjà été débattue au moment de la présentation du projet de loi que j'ai moi-même eu l'occasion de lire auparavant et, deuxièmement, elle a été débattue en profondeur durant les séances de comités.

Tel que discuté, l'amendement n° 1 de la députée de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett) me laisse perplexe, parce que, tel que proposé, il limiterait plutôt les pouvoirs de la Chambre et augmenterait de beaucoup le fardeau de décisions de notre ministre des Finances (M. Wilson). En effet, en rayant les lignes 15 à 24 de la page 3, tel que proposé, nous imposerions une espèce de bâillon à la Chambre des communes elle-même et nous déposerions toute la lourdeur sur les épaules du ministre des Finances.

Cette motion a déjà été débattue, je ne voudrais donc pas m'étendre plus longuement là-dessus; il ne s'agit pas de brimer la Chambre des communes du débat qui pourrait être élaboré à cet effet, il s'agit plutôt de l'examiner en profondeur.

Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion, peut-être restreinte, de discuter à la Chambre des communes et en comité, et je crois que l'endroit pour discuter des détails d'une motion, c'est bien en comité où nous avons tous les intervenants spécialistes avec nous, et non pas à la Chambre des communes où nous avons, je ne dirais pas seulement les ministres pour ne pas insulter ceux qui sont ici aujourd'hui... mais nous avons tout de même des gens qui sont ici plutôt pour discuter des principes. Si on venait encombrer les délibérations de la Chambre des communes de toutes sortes de détails, cela pourrait alourdir les débats qui pourraient être beaucoup plus approfondis en comité. Pour ce faire, j'incite les députés de cette Chambre à assumer leurs responsabilités et à voter contre cet amendement qui, à mon avis, viendrait plutôt infirmer les pouvoirs de cette Chambre.

Accords de Bretton Woods—Loi

[Traduction]

Mr. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots pour appuyer formellement la motion de la députée de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett). La motion n° 1 portant sur le projet de loi C-30 a pour objet d'abroger les dispositions financières précitées dans le projet de loi. Cela nous ramènerait au système que nous avons auparavant, c'est-à-dire que le gouvernement devrait demander des crédits à la Chambre plutôt que d'enfourer toute cette question dans le budget.

Nous croyons essentiel que, lorsque nous débattons de questions importantes touchant l'aide internationale et de toute la question du développement des pays du tiers monde, le Parlement au complet participe au débat. Cela ne devrait pas être laissé simplement à un comité. Bien sûr, il importe qu'un comité examine pareilles questions de façon approfondie, mais il importe tout autant que la Chambre des communes ait l'occasion de les étudier en détail.

● (1130)

Je signale au gouvernement que son propre ancien critique à cet égard l'actuel ambassadeur en matière de désarmement, M. Doug Roche, a parlé de cette question il y a deux ans, le 23 mars 1983. Il a dit, comme on peut le lire à la page 24164 du *hansard*:

Cette mesure est importante notamment parce qu'elle donne à la Chambre l'une des très rares occasions qu'elle ait d'examiner des questions de cet ordre, sans parler de lois qui se rapportent au rôle joué par le Canada au titre du développement international. Nous savons tous que l'ACDI n'a jamais été régie par une loi du Parlement. C'est uniquement au moment de l'étude des prévisions budgétaires que nous pouvons nous pencher vraiment sur le travail accompli par l'ACDI en sa capacité de principal organisme de développement international du Canada. Malheureusement, tous les députés ne savent que trop bien que les règles de la Chambre relatives à l'examen des prévisions budgétaires nous empêchent de consacrer tout le temps qu'il faudrait aux programmes de dépenses importants.

Je prie le gouvernement d'écouter son ancien critique en ce qui concerne cette importante affaire.

J'ai appris avec plaisir que le parti libéral appuyait la motion proposée par la députée de New Westminster-Coquitlam. Mais il importe de signaler que ce sont les libéraux qui, lorsqu'ils formaient le gouvernement, ont soustrait les banques régionales à ce genre d'examen parlementaire. C'est encore là une question que le parti libéral a traitée d'une façon lorsqu'il formait le gouvernement et qu'il traite d'une autre façon maintenant qu'il est dans l'opposition. Dans ce cas-ci, monsieur le Président, il avait tort comme gouvernement et il a raison en tant que parti d'opposition. Je prie les conservateurs de se souvenir de ce qu'ils disaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition et de le mettre en pratique maintenant qu'ils forment le gouvernement.